



**MINISTÈRE
DE L'ACTION
ET DES COMPTES
PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
des Finances publiques**

Direction régionale des Finances publiques
d'Ile-de-France et de Paris
PÔLE PILOTAGE ET RESSOURCES
94 rue Réaumur
75002 PARIS
Téléphone : 01 44 50 45 45
Mél. : drfip75.ppr.immobilier@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

DIVISION IMMOBILIER
Affaire suivie par : Françoise Martin
Téléphone : 01 44 89 75 41
Mel : francoise-a.martin@dgfip.finances.gouv.fr
Patrick Collin tel 01 44 50 79 53
mel : patrick.collin@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : DRFIP75-BEU-TRA

**MARCHÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE
CONFORMÉMENT AUX ARTICLES L 2123-1, R2123-1 À
3, R2132-2 ET 3 DU CODE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE**

**MARCHÉ DE TRAVAUX DE DENSIFICATION ET
DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE
AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SIS 13-15 RUE DU GÉNÉRAL BEURET À PARIS 15E**

Cahier des clauses administratives particulières

réf. : **DRFIP75-BEU-TRA**

CCAG Travaux du 30/03/2021

*Ministère des comptes publics
Direction Générale des Finances Publiques
Direction Régionale des Finances Publiques d'Ile-de-France et de Paris*

Table des matières

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1 : 1 Objet du marché

1. OBJET DU Marché - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 : Objet du marché.....	3
1.2 : Lots et tranches.....	3
1.3 : Maître d'Œuvre.....	3
1.4 : Contrôleur technique.....	4
1.5 : Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.....	4
1.6 : Considération sociale.....	4
1.6.1 Clause d'insertion par l'activité économique.....	4
1.6.2 Les publics visés.....	4
1.6.3 Objectif d'insertion.....	5
1.7 : Considérations environnementales.....	7
2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
2.1 : Pièces particulières :.....	8
2.2 : Pièces générales :.....	8
3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES...9	
3.1 : Valorisation des CEE.....	9
3.2 : Répartition des paiements.....	9
3.3 : Variation du prix.....	9
3.3.1 : Mois d'établissement du prix.....	9
3.3.2 : Index de référence pour la variation des prix.....	9
3.3.3 : Révision du prix.....	10
3.3.4 : Modalités d'actualisation du prix.....	10
3.4 : Règlement des comptes.....	10
3.4.1 : Modalités du règlement des comptes.....	10
3.4.2 : Travaux non prévus.....	10
Travaux ou fournitures de même nature.....	10
Travaux ou fournitures de nature différente.....	10
3.5 : Paiements des sous-traitants.....	10
3.5.1 : Désignation de sous-traitants.....	10
3.5.2 : Modalités de paiement direct.....	11
3.6 : Délai de paiement - intérêts moratoires (articles R2192-10, R2192-27 à 29 et R2192-31 à 36 du code de la commande publique).....	11
3.7 : Règlement du solde.....	12
3.8 : Application de la TVA.....	12
4 : DELAI D'EXECUTION – PENALITES.....	12
4.1 : Délai d'exécution des travaux.....	12
4.2 : Pénalités pour retard.....	12
4.2.1 : Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	12
4.2.2 : Pénalités pour retard ou absence aux réunions de chantier et aux opérations de réception.....	12
4.3 : Pénalités pour non respect du planning d'intervention.....	12
4.4 : Pénalités pour non remise en état des locaux après intervention.....	12
4.5 : Repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux.....	12
4.6 : Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	12
4.7 : Pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique.....	13
5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	13
5.1 : Retenue de garantie.....	13
5.2 : Avance.....	13
6 : EXECUTION DES TRAVAUX.....	13
6.1 : Détail des travaux.....	13
6.2 : Période de préparation.....	13
7 : RECEPTION DES TRAVAUX.....	13
7.1 : Réception.....	13
7.2 : Documents fournis après exécution.....	13
7.3 : Parfait achèvement.....	13

7.4 : Assurances.....	13
8 : RECOURS.....	14
8.1 : Instance chargée des procédures de recours.....	14
8.2 : Organe chargé des procédures de médiation.....	14
8.3 : Introduction des recours.....	14
9 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	14

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 : Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les conditions d'exécution des travaux suivants sur le site des finances publiques situé 15 -13 rue du Général Beuret 75015 PARIS. Il s'agit :

- de travaux de restructuration devant permettre la densification du site et l'amélioration des conditions de travail des agents ;
- de travaux relatifs à la sobriété énergétique pour le respect du décret tertiaire.

Les travaux seront réalisés en site occupé et en phases.

Les travaux bruyants sont à réaliser en horaires décalés (avant 9h00 - après 17h00, entre 12h00 et 14h00 et/ou le samedi).

Le surcoût dû à ces sujétions doit être intégré directement dans le chiffrage au DPGF.

Le marché comporte une clause sociale (infra § 1.6 et des clauses environnementales : infra § 1.7 .

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 : Lots et tranches

- lot 1 : Installation de chantier – Second oeuvre
- lot 2 : Menuiseries extérieures
- lot 3 : CVC -Plomberie
- lot 4 : Electricité – GTB

Les clauses et critères environnementaux concernent les 4 lots.

La clause sociale concerne le lot 1.

Il comporte les tranches suivantes :

Tranche ferme : façades donnant sur la cour intérieure des ailes Nord et Est incluant la pose de BSO et de stores ainsi que l'installation d'une gestion technique bâtimentaire

tranche optionnelle 1 : façade donnant sur la cour intérieure de l'aile Sud incluant la pose de BSO et de stores

tranche optionnelle 2 : façade donnant sur la cour intérieure de l'aile Ouest incluant la pose de BSO et de stores

tranche optionnelle 3 : façade donnant sur la rue du Général Beuret incluant la pose de BSO et de stores

tranche optionnelle 4 : fenêtres des sanitaires

tranche optionnelle 5 : façades de la grande courette incluant la pose de BSO et de stores

Les tranches optionnelles seront affermies au plus tard le 1^{er} avril 2026.

1.3 : Maître d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement composé :

- du bureau d'études techniques LBE Ingénierie (mandataire) - 101 bis avenue Eugène Delacroix – 91210 Draveil, représenté par M. Arnaud Lanvin et M. Florent Mallet (*accueil@lbei.fr*).

- et du cabinet d'architectes LEMOAL LEMOAL 40 rue du Château d'Eau – 75010 Paris représenté par Mme Omblin Juliette (*omblin@lemoal.archi*).

1.4 :Contrôleur technique

Un contrôleur technique, rémunéré par le maître d'ouvrage exerce, dès la conception, un contrôle, conformément à la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Il est régi par les dispositions du code de la construction et de l'habitation.

Il s'agit des missions de base :

- L P prévention des défauts de solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables
- S sécurité des personnes dans la construction

ainsi que :

- LE Solidité des existants
- SEI Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

Le contrôleur technique est le bureau Veritas représenté par Mme Sekoura Akrouf (*sekoura.akrouf@bureauveritas.com*).

1.5 : Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Les travaux de bâtiment et de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises sur un chantier temporaire ou sur un chantier clos et indépendant relèvent du régime du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (articles L. et R. 4532-1 et suivants du code du travail.

Le coordonnateur est la société ACI représentée par M. Loïc Leveau. (*loic.leveaux@aci-bet.com*)

1.6 : Considération sociale

1.6.1 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au lot 1 du présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1.6.2 Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de Contrat d'engagement Jeunes (CEJ) ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet

- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

1.6.3 Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée totale d'exécution
Installation de chantier - second-oeuvre	450 (quatre cent cinquante)

1.6.4 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

1.6.5 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Seynabou LO
Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises
seynabou.lo@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
06 30 95 40 68

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

1.6.5 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments seront envoyés :

au pouvoir adjudicateur, la division Immobilier de la DRFIP Paris à l'adresse suivante drfip75.ppr.immobilier@dgfip.finances.gouv.fr

et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris avec copie à senaybou.lo@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4. 7 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

1.6.6 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante : *dpo@epec.paris* ou par courrier à l'adresse suivante :

Ensemble Paris Emploi Compétences – 18 rue Goubet – 75019 Paris

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

*Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07*

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1.7 : Considérations environnementales

1.7.1 Clause d'exécution

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Il est mis en place une « clause cliquet » relative aux performances carbone, énergétique et qualité environnementale : en cas de modification dans l'exécution des prestations prévues au CCTP du lot concerné, quelle qu'en soit l'origine, le titulaire propose dans son devis une solution nouvelle qui ne peut qu'améliorer la performance carbone, la performance énergétique et la qualité environnementale des systèmes, équipements et matériaux employés, ou à défaut les maintenir. En cas d'impossibilité pour des raisons d'ordre techniques dûment motivées, le titulaire propose une compensation carbone, énergétique ou environnementale sur une autre partie des prestations exécutées.

1.7.2 Déchets de chantier

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

Les déchets doivent être évacués et triés dans les bennes prévues à cet effet. Les déchets seront valorisés (y compris identification et localisation des sites de traitement).

Les produits de démolition feront si possible l'objet d'un recyclage dans le cadre d'un réemploi ou d'une transmission pour entrer dans le cadre d'une économie circulaire. La société Titulaire devra justifier dans son

mémoire technique de l'utilisation ou de la mise en décharge des produits de démolition. Le sous-traitant éventuel devra répondre aux mêmes obligations.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets conformément à ce qu'il aura présenté dans son offre. Le titulaire doit être en mesure, à tout moment, de justifier la traçabilité de ses déchets.

1.7.3 Chantier propre

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la charte « chantier propre », qui est contractualisée.

Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier ;
- Il a à sa charge les moyens techniques mis en oeuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux ;
- Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

1.7.4 Qualité et origine des produits

Le titulaire présentera sa filière d'approvisionnement précisant la provenance et la qualité des produits proposés dans son offre..

Les différents lieux de fabrication et le bilan des émissions de gaz à effet de serre seront présentés avec les fiches produits. Les produits équivalents présentant une plus faible émission de GES seront privilégiés.

La performance énergétique et la durabilité des produits sera également présentée.

Les sous-traitants éventuels devront présenter des produits en adéquation avec ce qui sera présenté par l'entreprise.

2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

2.1 :Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) , son annexe financière et l'annexe relative à la clause sociale (un ATTRI par lot)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes,
- Le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

2.2 :Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) travaux applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 : Valorisation des CEE

Le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), instauré par la loi de Programme fixant les Orientations de la Politique Énergétique (dite loi POPE) du 13 juillet 2005, a pour objectif de diviser par quatre d'ici 2050 les émissions de CO₂ afin de limiter les conséquences du changement climatique. Les CEE visent à améliorer l'efficacité énergétique notamment des secteurs du bâtiment résidentiel et tertiaire.

Le lot concerné par le procédé CEE est le **lot 2 - Menuiseries extérieures pour 25 % du lot**.

La fiche de certificat d'économies d'énergie à prendre en compte est la fiche BAT-EN-104 relative aux fenêtres ou porte-fenêtres complètes avec vitrage isolant, jointe au DCE.

Par la valorisation de CEE à l'occasion de travaux, objet du présent marché, le représentant du pouvoir adjudicateur s'engage dans cette politique de développement durable.

Le prix est le résultat de l'offre de prix de base diminuée du montant constitué par la valorisation des CEE. Le montant financier proposé par le candidat est égal au montant des économies d'énergie en kWh cumac calculé selon la fiche standardisée correspondante multiplié par la valeur plancher V indiquée dans l'acte d'engagement.

Le prix du marché est hors TVA et réputé établi en tenant compte de la valorisation des CEE. Les candidats dont l'offre ne présente pas de minoration de prix par la valeur des CEE ne se verront pas écartés pour offre irrégulière. Cependant leur offre brute (présentée en numéraire uniquement) sera considérée comme étant mixte (c'est-à-dire présentée en numéraire et avec valorisation des CEE) pour être comparée avec les offres des candidats présentant la minoration de prix par valorisation de CEE.

3.2 : Répartition des paiements

Les paiements seront répartis entre l'entrepreneur titulaire du marché et ses sous-traitants comme indiqué dans l'acte d'engagement et la déclaration de sous-traitance.

Dans le cadre d'un groupement, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire et à ses cocontractants le cas échéant.

3.3 : Variation du prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 : Mois d'établissement du prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 défini à l'acte d'engagement (ATTRI1) soit novembre 2025.

3.3.2 : Index de référence pour la variation des prix

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875 (I_m/I_0)]$$

dans laquelle:

- P=prix révisé
- P₀= prix fixé dans l'offre du titulaire
- I₀=valeur de l'indice/index en vigueur au mois M0 d'établissement des prix
- I_m = valeur de l'indice/index à la date de la révision.

Index BT pour chaque lot :

Lot n°1 : Installation de chantier – Second oeuvre: BT08 pour 50 % et BT46 pour 50 %

Lot n°2 : Menuiseries extérieures : BT43

Lot n°3 : Chauffage – Ventilation – Plomberie : BT40 80%, BT41 20%

Lot n°4 : Electricité : BT47

3.3.3 : Révision du prix

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875 (I_m/I_0)]$$

dans laquelle:

- P=prix révisé
- P₀= prix fixé dans l'offre du titulaire
- I₀=valeur de l'indice/index en vigueur au mois M0 d'établissement des prix
- I_m = valeur de l'indice/index à la date de la révision.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Périodicité de révision des prix :

La révision des prix est calculée, par le maître d'ouvrage, lors du paiement de chaque acompte.

En cas de révision négative, elle sera imputée sur l'état d'acompte à payer.

Si elle est positive, elle sera mise en paiement au plus tard dans le cadre du décompte général définitif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

3.3.4 : Modalités d'actualisation du prix

Sans objet

3.4 : Règlement des comptes

3.4.1 : Modalités du règlement des comptes

Le titulaire envoie une situation périodique au maître d'œuvre via Chorus Pro et en transmet une copie par mail au maître d'ouvrage. Elle fait figurer entre autres l'état d'avancement des travaux, les montants correspondants et les montants déjà facturés.

Le maître d'œuvre imprime le document, vérifie l'exactitude des montants indiqués par le titulaire et lui notifie via l'application les éventuelles rectifications à apporter ou l'accepte en l'état. Il scanne alors le document sur lequel il a apposé le service fait et le transmet à la maîtrise d'ouvrage via Chorus Pro. Celle-ci imprimera le document et y apposera le service fait si elle est d'accord et le renverra à la société via l'application au cas contraire. Le document validé sera transmis au comptable pour paiement.

3.4.2 : Travaux non prévus

Pour le règlement des travaux ou fournitures non compris dans le prix global et forfaitaire, il sera fait application des dispositions suivantes :

Travaux ou fournitures de même nature

S'il s'agit de travaux ou fournitures de même nature que ceux figurant sur la décomposition du prix global et forfaitaire, il sera fait application des prix d'unité figurant sur cette décomposition révisés le cas échéant par application de la formule prévue au présent CCAP pour la révision des prix.

Travaux ou fournitures de nature différente

Pour les travaux ou fournitures de nature différente de ceux figurant sur la décomposition de prix, il sera fait application :

- s'il s'agit de travaux, des prix librement débattus entre les parties ;
- s'il s'agit de fournitures seules, des prix réglés au déboursé réel ;

ces prix ne seront ni actualisables, ni révisables.

3.5 : Paiements des sous-traitants

3.5.1 : Désignation de sous-traitants

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur un formulaire de type DC4 (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>).

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il est justifié qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception un formulaire de type DC4 (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>).

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

3.5.2 : Modalités de paiement direct

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA.

Ainsi la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre.

Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Mécanisme d'auto-liquidation :

Désormais, la taxe doit être acquittée par le preneur, c'est à dire l'entrepreneur titulaire du marché.

- L'entreprise sous-traitante ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter la mention « Autoliquidation » justifiant l'absence de collecte de la taxe pour le sous-traitant et faire apparaître clairement que la TVA est due par le preneur assujéti.

- L'entreprise principale est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers qu'elle sous-traite.

En cas de paiement direct du sous-traitant, le Maître d'ouvrage doit le payer sur une base hors taxe et l'entrepreneur principal auto-liquide la TVA.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements (hors intérêts moratoires) effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix stipulé dans l'acte d'engagement ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.

3.6 : Délai de paiement - intérêts moratoires (articles R2192-10, R2192-27 à 29 et R2192-31 à 36 du code de la commande publique)

Conformément aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le délai global de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants, est de trente (30) jours.

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes. Pour les pouvoirs adjudicateurs dotés d'un comptable public, cette suspension ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense. La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les

intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.7 :Règlement du solde

Le règlement du solde des travaux ne peut être mis en paiement que si les éléments nécessaires à la réalisation du DOE et au DIUO ont été fournis.

3.8 :Application de la TVA

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

4 : DELAI D'EXECUTION – PENALITES

4.1 : Délai d'exécution des travaux

La durée d'exécution des travaux de la tranche ferme faisant l'objet du marché public à compter de la date de notification du marché est de *8 mois* pour la totalité des travaux dont *3 mois* de période de préparation de chantier.

Il ne s'agit pas de la durée de validité du marché.

4.2 : Pénalités pour retard

4.2.1 : Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Les pénalités journalières de retard sont fixées à 1/1000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

La même pénalité sera appliquée pour non démarrage ou la fin d'une tâche à la date indiquée sur le calendrier.

4.2.2 : Pénalités pour retard ou absence aux réunions de chantier et aux opérations de réception

En cas d'absence ou de retard supérieur à quinze minutes à une réunion de chantier à laquelle l'entreprise a été dûment convoquée celle-ci se verra appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

Est considérée comme absence la représentation de l'entreprise par des personnes non qualifiées.

Le montant des pénalités pour absence ou retard sera déduit du décompte.

4.3 :Pénalités pour non respect du planning d'intervention

En cas de non respect du planning communiqué pour l'exécution des travaux en horaires décalés et en compensation des éventuelles prestations de gardiennage commandées inutilement par le maître d'ouvrage, les pénalités sont fixées à 500€ HT par jour d'intervention non décommandé 10 ouvrés jours à l'avance.

4.4 :Pénalités pour non remise en état des locaux après intervention

En cas de constatation du moindre désordre suite à une intervention (poussière, meuble déplacés, dalle de plancher technique, dalle de moquette non remise en place, non remise en état de fonctionnement de l'installation,...) les pénalités sont fixées à 500€ HT par désordre.

4.5 : Replément des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux

100 € HT par jour calendaire pour non exécution d'une demande de la maîtrise d'œuvre dans les CRC et à compter du rendez-vous de chantier suivant.

4.6 : Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Le DOE (dossier des ouvrages exécutés) devra être remis au plus tard lors de la réception des travaux.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur (Dossier des ouvrages exécutés) conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue de 5 % hors taxes du montant global hors taxes du marché sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Avant la réception des travaux, l'entrepreneur fournira 3 exemplaires papiers du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ainsi qu'une copie informatique sur clé USB (les pièces graphiques devront être transmises à la fois sous le format Autocad et sous le format Adobe Acrobat Reader) avec localisation des interventions, notices d'entretien et instructions pour le bon fonctionnement des installations.

4.7 : Pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 70 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 : Retenue de garantie

Il ne sera appliqué aucune retenue de garantie.

5.2 : Avance

Conformément aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance de 30 % est accordée au titulaire lorsque le montant des prestations dont il est chargé est supérieur à 50 000 euros HT, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Application des articles L2191-2 et 3 et R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

6 : EXECUTION DES TRAVAUX

6.1 : Détail des travaux

Les travaux sont décrits dans le CCTP et ses annexes.

6.2 : Période de préparation

Une période de préparation de *3 mois* est prévue pour cette opération.

Au cours de cette période, il sera procédé entre autres aux opérations énoncées ci-après :

L'entrepreneur devra dans un délai de 10 jours suivant la date de notification de début des travaux, remettre au maître d'œuvre, pour approbation :

- le projet complet des installations
- l'EXE et les notes de calcul
- les déclarations de sous-traitance éventuelles

L'entrepreneur devra, dans un délai d'un mois suivant la date de notification de début des travaux, procéder entre autres aux opérations énoncées ci-après :

- élaboration du calendrier détaillé d'exécution pour validation par la maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique
- établissement du plan de prévention
- constat contradictoire de l'état des lieux (en l'absence d'état des lieux, tout dégât constaté doit être réparé par l'entreprise ou le montant de la réparation sera déduit des sommes qui lui sont dues)

7 : RECEPTION DES TRAVAUX

7.1 : Réception

Pas de stipulation particulière. Application de CCAG Travaux.

7.2 : Documents fournis après exécution

Voir CCTP et CCAG.

Voir article 4.6 du CCAP pour les délais et retenues.

7.3 : Parfait achèvement

Le maître d'ouvrage procède, l'entrepreneur ayant été convoqué, à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai d'un an de parfait achèvement.

En cas d'absence de l'entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention au procès verbal et ce procès verbal lui est alors notifié.

7.4 : Assurances

Application de l'article 8 du CCAG Travaux. En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

8 : RECOURS

8.1 : Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif, 7, rue de Jouy, 75004 Paris. Tél : 01.44.59.44.00. E-mail : greffe.ta-paris@jiradm.fr

8.2 : Organe chargé des procédures de médiation

Pour la saisine du comité consultatif, les délais sont de deux mois à compter de la notification de la lettre de rejet. Il est à noter que la saisine du comité suspend les délais de recours contentieux jusqu'à la décision prise par le pouvoir adjudicateur après avis du comité (articles L2197-1 à 7 et R2197-1 à 7 du code de la commande publique).

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics, Préfecture de région Ile-de-France, Monsieur le Préfet de Paris, 29, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS CEDEX.

8.3 : Introduction des recours

Précisions concernant les délais d'introduction des recours : Recours auprès du Greffe du Tribunal administratif : 7, rue de Jouy 75004 PARIS ; dans les délais suivants :

- recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses pouvant être formé par tout concurrent évincé à compter de la signature du contrat et dans un délai maximum de deux mois après accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.
- référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L.551-1 du code de justice administrative) en cas de manquement à une obligation de « publicité et de mise en concurrence.
- recours pour excès de pouvoir : deux mois à compter de la notification ou de la publication des actes détachables du contrat (article R. 421-1 du code de justice administrative).

9 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants du CCAG travaux :

- dérogation aux articles 12.1 et 12.2 du CCAG travaux par l'article 3.4.1 du présent CCAP
- dérogation aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG travaux par l'article 3.7 du présent CCAP
- dérogation à l'article 19 du CCAG travaux par l'article 4.2, 4.3 et 4.4 du présent CCAP